1983/27. Communications relatives à la condition de la femme

Le Conseil économique et social.

Rappelant ses résolutions 76 (V) du 5 août 1947 et 304 I (XI) des 14 et 17 juillet 1950, qui demeurent la base du mandat habilitant la Commission de la condition de la femme à recevoir à chacune de ses sessions ordinaires une liste de communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme,

Rappelant également sa résolution 1980/39 du 2 mai 1980,

Reconnaissant qu'il est souhaitable de renforcer la capacité de la Commission de la condition de la femme de traiter des communications et, à cet égard, prenant note du paragraphe 274 du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme⁵⁷, dans lequel il est souligné que les possibilités d'examen par la Commission des communications devraient être améliorées,

Considérant que, depuis le début de la Décennie des Nations Unies pour la femme, le volume des communications concernant la condition de la femme a fortement augmenté,

Affirmant que la discrimination à l'égard des femmes est incompatible avec la dignité humaine et que les femmes et les hommes devraient participer sur un pied d'égalité et sans distinction de race ou de convictions aux affaires sociales, économiques et politiques de leur pays,

1. Réaffirme que la Commission de la condition de la femme est habilitée à examiner les communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme;

2. Prie le Secrétaire général de soumettre à la Commission, à partir de sa trentième session, un rapport sur les communications confidentielles et non confidentielles relatives à la condition de la femme qui contienne :

a) Les communications reçues conformément aux résolutions 76 (V) et 304 I (XI) du Conseil économique et social, accompagnées, le cas échéant, des commentaires des gouvernements concernés;

b) Les communications reçues par les institutions spécialisées, les commissions régionales et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les renseignements sur les mesures qui auront pu être prises à la suite de la réception de telles communications;

3. Prie également le Secrétaire général de demander aux institutions spécialisées, aux commissions régionales et aux autres organismes des Nations Unies de coopérer à la préparation du rapport demandé au paragraphe 2 ci-dessus;

4. Autorise la Commission de la condition de la femme à désigner dès à présent un groupe de travail composé de cinq de ses membres au plus, choisis compte dûment tenu de la répartition géographique.

⁵⁷ Voir Rapport de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Copenhague, 14-30 juillet 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.80.IV.3), chap. I^{er}, sect. A.

qui se réunira en séances privées pendant chaque session de la Commission, de manière à pouvoir remplir les fonctions suivantes :

a) Examen de toutes les communications, y compris, le cas échéant, les réponses des gouvernements concernés, en vue de porter à l'attention de la Commission les communications, y compris les réponses des gouvernements, qui paraissent révélatrices de pratiques injustes et discriminatoires systématiques et solidement attestées à l'égard des femmes;

b) Préparation d'un rapport, fondé sur son analyse des communications confidentielles et non confidentielles, dans lequel seront indiquées les catégories de communications les plus fréquemment soumises à la Commission;

5. Prie la Commission de la condition de la femme d'examiner le rapport du Groupe de travail et d'éviter que ses travaux fassent double emploi avec les travaux entrepris par d'autres organes du Conseil économique et social, la Commission n'étant, à cet égard, habilitée qu'à formuler des recommandations au Conseil, qui décide alors quelles mesures il conviendrait de prendre au sujet des tendances et des régularités qui se dégagent des communications;

6. Décide que toutes les mesures envisagées dans le cadre de l'application de la présente résolution par la Commission de la condition de la femme resteront confidentielles jusqu'au moment où la Commission décidera de présenter des recommandations au Conseil économique et social;

7. Décide d'autoriser le Secrétaire général à fournir, dans la limite des ressources budgétaires disponibles, les services et les moyens requis pour l'application de la présente résolution.

14^e séance plénière
26 mai 1983

1983/28. Participation des organisations non gouvernementales aux préparatifs de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme

Le Conseil économique et social.

Prenant note du rapport établi par la Commission de la condition de la femme constituée en organe préparatoire de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme⁵⁸,

Ayant présente à l'esprit la précieuse contribution que les organisations non gouvernementales ont apportée à la promotion de la femme, en particulier au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme, et plus spécialement dans le cadre des préparatifs et du suivi de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, et de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, tenue à Copenhague du 14 au 30 juillet 1980,

1. Prie le Secrétaire général d'inviter les organisations non gouvernementales dotées du statut consul-

⁵⁸ A/CONF.116/PC.9 et Corr.1.